



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## lutte contre l'exclusion

Question écrite n° 85243

### Texte de la question

M. Jean-Luc Pérat attire l'attention de Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi sur la nécessité de soutenir les structures d'insertion vers l'emploi que constituent les Ateliers et Chantiers d'insertion (ACI). Garants, pour une part, de la cohésion sociale dans une crise de l'emploi qui fragilise un grand nombre de nos concitoyens, les ACI accueillent et salarient chaque année 65 000 personnes. Pour se recentrer sur leur cœur de métier, l'insertion par l'économique, ces associations ont besoin que l'on simplifie leurs financements d'où la réforme en-cours qui devrait aller dans ce sens. Mais leur professionnalisation ne se fera pas si l'État ne priorise pas le maintien du nombre de contrats aidés fléchés vers les ACI et celui du taux de prise en charge par l'État (égal à 91,5 % du SMIC incluant les charges patronales soit 105 % du SMIC brut). Du dé plafonnement de l'aide à l'accompagnement (aujourd'hui limitée à 15 000 euros par action et à trois actions conventionnées par structure) dépend également leur développement. Aussi il souhaiterait savoir si le Gouvernement entend soutenir ces structures et donner la priorité aux revendications des ACI dans son budget 2011.

### Texte de la réponse

La réunion de l'assemblée plénière du Conseil national de l'insertion par l'activité économique (CNIAE) du 13 juillet 2010 a été l'occasion pour le secrétaire d'État à l'emploi de rappeler la place essentielle de ce secteur pour les politiques de l'emploi. L'État y consacre des crédits budgétaires importants, qui ont été augmentés de plus de 60 % depuis 2005, notamment dans le cadre des mesures du plan de cohésion sociale puis du plan de relance de l'économie en 2009. Pour 2011, l'État a confirmé son soutien à l'IAE prévoyant en projet de loi de finances initiale plus de 207 M de crédits pour le financement de l'aide aux postes dans les entreprises d'insertion et entreprises de travail temporaire d'insertion, le financement de l'aide à l'accompagnement dans les ateliers et chantiers d'insertion et associations intermédiaires, le financement du fonds départemental d'insertion. Les structures conventionnées au titre des ateliers et chantiers d'insertion bénéficieront au titre de 2011 d'un nombre de contrats aidés identique à l'année 2010, soit 65 000. De plus, dans le cadre du projet de loi de finances 2011, le taux de prise en charge majoré pour les contrats aidés recrutés en ateliers et chantiers d'insertion pourra être porté jusqu'à 105 % du SMIC brut. L'aide à l'accompagnement, dont le plafond est fixé à 15 000 par action et à 45 000 par structure porteuse, a pour objet de contribuer au financement de projet destiné à améliorer l'accompagnement global mis en place par la structure porteuse de l'ACI au profit des salariés en insertion qu'elle embauche et, in fine, d'augmenter les performances de ces structures en matière d'insertion dans l'emploi durable. La question d'un dé plafonnement durable, à enveloppe constante, de cette aide, auquel il avait été procédé dans le cadre des enveloppes exceptionnelles du plan de relance, est à examiner au regard des travaux en cours relatifs à la réforme des modalités de financement des structures d'insertion par l'activité économique. La démarche expérimentale menée sur une centaine de structures en 2010 sur une aide au poste modulable et encadrée sera poursuivie en 2011, conformément au souhait exprimé par les acteurs de l'IAE, afin de fiabiliser l'outil d'analyse budgétaire, de prendre en compte les spécificités des différentes structures de l'insertion par l'activité économique, ce qui permettra de proposer un système de financement plus dynamisant et plus simple à piloter par les structures.

## Données clés

**Auteur** : [M. Jean-Luc Pérat](#)

**Circonscription** : Nord (24<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 85243

**Rubrique** : Politique sociale

**Ministère interrogé** : Économie, industrie et emploi

**Ministère attributaire** : Emploi

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 27 juillet 2010, page 8239

**Réponse publiée le** : 26 octobre 2010, page 11702